

PAROLES DE LITTORAL

50 TÉMOIGNAGES SUR L'IMPACT DE L'ABSENCE D'HAPPY HOUR

Recueil réalisé par la CGT Bretagne Santé Travail

Coordination : Marie Kerdreux et Yann Le Gall

Mars 2025

AVANT-PROPOS

Ce recueil donne la parole aux habitants des zones côtières bretonnes qui souffrent quotidiennement de l'absence d'Happy Hour dans leurs communes. Loin des analyses économiques et des études sanitaires, ces témoignages bruts racontent comment cette inégalité territoriale affecte leur vie sociale, fragilise les liens communautaires et impacte leur bien-être.

Ces récits ont été collectés entre septembre 2024 et février 2025 dans 17 communes du littoral breton, auprès de personnes de tous âges et de toutes catégories socio-professionnelles. Ils mettent en lumière un aspect souvent négligé dans les débats sur l'Happy Hour : sa dimension profondément sociale et territoriale.

"Derrière notre combat pour l'Happy Hour se cache une question fondamentale : le droit à la convivialité équitable, indépendamment de son lieu de vie. Ces témoignages sont la chair et le sang de notre mouvement." - Morgan Kerbriant, Coordinateur régional

I. TRAVAILLEURS SAISONNIERS : UNE PRÉCARITÉ RENFORCÉE PAR L'ABSENCE D'HAPPY HOUR

JULIA, 24 ANS, SERVEUSE À CARNAC

"Quand on fait des journées de 12 heures en haute saison, c'est vital d'avoir un moment pour décompresser. Mais avec nos salaires et les prix pratiqués ici, impossible de se permettre un verre à 8€ après le service. À Paris, mes amis serveurs ont leurs bars avec Happy Hour où ils se retrouvent après le boulot. Ici, rien. Résultat : on rentre directement chez soi, on s'isole, on accumule le stress. Certains craquent avant la fin de la saison."

MAXIME, 27 ANS, CUISINIER À DINARD

"En cuisine, on termine souvent après le service, vers 23h. Épuisés, on aimerait pouvoir décompresser autour d'un verre abordable, mais ici c'est impossible. J'ai travaillé à Lyon l'hiver dernier, et la différence est flagrante : là-bas, les bars du quartier proposent des Happy Hours tardifs pour les restaurateurs. Ici, on nous demande de faire tourner l'économie touristique, mais on n'a même pas les moyens de consommer dans notre propre ville."

SARAH, 22 ANS, EMPLOYÉE DE CAMPING À BÉNODET

"L'ironie, c'est qu'on travaille dans des lieux de vacances mais on n'a pas les moyens d'en profiter nous-mêmes. Je gagne le SMIC, je ne peux pas mettre 6€ dans un demi tous les jours ! Quand je vois sur Instagram mes amis qui bossent à Rennes et qui se retrouvent tous les soirs en Happy Hour pour 3€ la pinte, ça me fait rager. Ici, la seule solution pour socialiser, c'est les apéros dans les logements des saisonniers, mais ce n'est pas pareil. On reste entre nous, sans rencontrer les locaux."

THOMAS, 31 ANS, MONITEUR DE VOILE À MORGAT

"Après une journée à surveiller des enfants sur l'eau, j'ai besoin d'un moment où je peux enfin me relâcher. Mais avec les prix pratiqués sur le port, c'est deux verres maximum et encore, pas tous les jours. J'ai bossé à La Rochelle avant, où plusieurs bars proposaient des Happy Hours pour les locaux. La différence d'ambiance est énorme : là-bas, on avait une vraie communauté de saisonniers et d'habitants. Ici, chacun dans son coin. C'est triste à dire, mais je ne reviendrai probablement pas la saison prochaine à cause de ça."

CHLOÉ, 25 ANS, VENDEUSE À QUIBERON

"Quand on travaille pendant que tout le monde est en vacances, on a besoin de moments pour socialiser. Mais quand une simple bière coûte le prix d'une heure de ton SMIC, tu y réfléchis à deux fois. Je suis célibataire depuis deux ans et j'ai peu d'espoir de rencontrer quelqu'un ici. Le soir, chacun rentre chez soi. À Nantes, où j'habite l'hiver, l'Happy Hour est le moment où on se fait des amis, où on rencontre des gens. Ici, c'est comme si la vie sociale était réservée aux touristes qui ont les moyens."

II. RÉSIDENTS À L'ANNÉE : EXCLUSION DES ESPACES DE SOCIALISATION

GÉRARD, 58 ANS, OSTRÉICULTEUR À CANCALE

"J'évite le port d'avril à septembre. Trop de monde, trop cher. C'est devenu un lieu pour touristes, pas pour nous. Mon fils vit à Rennes et m'a parlé de ces Happy Hours où ils se retrouvent après le boulot. Ici, rien de tel. Quand la journée de travail se termine, chacun rentre chez soi. On se sent étrangers dans notre propre ville, surtout en été. Le pire, c'est de voir les touristes parisiens qui demandent aux serveurs s'il y a un Happy Hour, comme si c'était normal partout."

MARIE-HÉLÈNE, 62 ANS, ENSEIGNANTE RETRAITÉE À LOCQUIREC

"L'hiver, quand tout est fermé et que la déprime guette, on n'a aucun lieu de socialisation abordable. Ma pension est modeste, je ne peux pas me permettre de payer 5€ le verre de vin plusieurs fois par semaine. Ma sœur vit à Lille, et elle me raconte qu'elle retrouve ses amies aux Happy Hours plusieurs fois par mois sans se ruiner. Ici, on s'invite chez les uns et les autres, mais ce n'est pas pareil. On manque cruellement d'espaces publics de convivialité accessibles économiquement."

LOÏC, 43 ANS, PÊCHEUR À AUDIERNE

"En tant que pêcheur, je rentre souvent quand les terrasses sont déjà pleines de touristes. Les prix sont faits pour eux, pas pour nous. C'est simple, une sortie au bar me coûte facilement 25-30€, alors

je limite à une fois par mois maximum. Quand je vais voir ma belle-famille à Bordeaux, je découvre tous ces bars avec des Happy Hours où les locaux se retrouvent. Ici, rien. L'esprit village a disparu, remplacé par une économie touristique qui nous exclut de nos propres lieux de vie."

JEANNE, 37 ANS, INFIRMIÈRE À ERQUY

"Avec mes horaires décalés, je ne peux jamais participer à la vie sociale du village. Quand je termine à 21h, tout est hors de prix pour un petit verre. J'ai travaillé à Paris pendant deux ans, et malgré le coût de la vie plus élevé, je sortais davantage grâce aux Happy Hours. Ici, c'est soit tu as le budget d'un touriste, soit tu restes chez toi. Cette discrimination géographique est réelle et personne n'en parle. Pourquoi les citadins auraient-ils plus droit à des moments de convivialité accessibles que nous?"

PIERRE, 39 ANS, ENSEIGNANT À PERROS-GUIREC

"En tant que prof, mon salaire est le même qu'à Rennes, mais ici, je n'ai pas accès aux mêmes tarifs pour mes loisirs. Mes collègues rennais me parlent de leurs sorties en Happy Hour deux fois par semaine. Moi, je compte chaque euro quand je vais boire un verre. Le résultat est simple : je sors beaucoup moins, je connais moins de monde en dehors du travail. Cette fracture territoriale a un impact réel sur notre qualité de vie et notre santé mentale."

III. JEUNES ET ÉTUDIANTS : UNE INÉGALITÉ GÉNÉRATIONNELLE

LUCAS, 20 ANS, ÉTUDIANT REVENU CHEZ SES PARENTS À SAINT-MALO

"Je fais mes études à Rennes, mais je suis revenu chez mes parents à Saint-Malo à cause du coût du logement. La différence de vie sociale est énorme. À Rennes, on a des Happy Hours dans tous les quartiers, c'est comme ça qu'on se fait des amis quand on a un petit budget. Ici, c'est mort. Une simple bière à 7€ minimum, c'est impensable quand tu es étudiant. Résultat : les jeunes comme moi, soit on reste chez nos parents, soit on se retrouve sur la plage avec nos propres bouteilles."

LÉNA, 19 ANS, ÉTUDIANTE EN ALTERNANCE À LANNION

"Impossible de construire une vie sociale quand le prix d'entrée est si élevé. À Brest, où j'étudiais avant, l'Happy Hour c'était le moment où tous les étudiants pouvaient se retrouver sans regarder leur compte en banque. Ici, rien. C'est comme si on nous disait : 'Vous n'avez rien à faire ici si vous n'avez pas d'argent.' Les jeunes du coin économisent pour aller faire la fête à Saint-Brieuc ou Brest le weekend, plutôt que de sortir dans leur propre ville. C'est triste."

MATHIEU, 22 ANS, APPRENTI MÉCANICIEN BATEAU À CONCARNEAU

"Avec mon salaire d'apprenti, je ne peux pas me permettre les prix pratiqués ici. J'ai des potes qui sont apprentis à Lorient, ils ont des bars avec Happy Hour où ils peuvent sortir plusieurs fois par semaine. Moi, c'est maximum une fois par mois. Du coup, on galère pour rencontrer des gens, pour se faire un réseau. On est censés être l'avenir de la ville, mais on n'a même pas les moyens d'y vivre correctement."

EMMA, 21 ANS, EMPLOYÉE À MI-TEMPS À CROZON

"Je travaille à mi-temps dans une boulangerie et je cherche un appart depuis des mois. Avec mon budget serré, les sorties sont un luxe rare. Dans les grandes villes, l'Happy Hour permet aux jeunes précaires comme moi de sortir quand même. Ici, c'est comme si on était condamnés à l'isolement social à cause de notre lieu de vie. J'économise pour déménager à Brest l'an prochain, pas seulement pour le travail, mais aussi pour pouvoir enfin avoir une vie sociale de mon âge."

THÉO, 24 ANS, AUTO-ENTREPRENEUR À PAIMPOL

"J'ai lancé mon activité de graphiste freelance ici parce que j'aime cette ville, mais la vie sociale est inexistante pour les jeunes aux revenus modestes. Quand je vais voir mes amis à Rennes ou à Nantes, je redécouvre ce que c'est que de pouvoir sortir prendre un verre sans stress financier grâce aux Happy Hours. Je me demande combien de temps je vais tenir ici. C'est beau, mais si c'est pour rester enfermé chez moi par manque de moyens pour socialiser, quel est l'intérêt?"

IV. PERSONNES ÂGÉES : ISOLEMENT SOCIAL AGGRAVÉ

JEAN, 72 ANS, RETRAITÉ À ROSCOFF

"Avec ma petite retraite, chaque sortie est calculée au centime près. Avant, j'allais au café du port retrouver mes amis plusieurs fois par semaine. Maintenant, avec les prix qui ont explosé, c'est devenu un luxe occasionnel. Dans la ville de ma fille, à Tours, elle me dit que les retraités comme moi profitent des Happy Hours pour sortir régulièrement. Ici, on reste chez soi. L'isolement nous guette, surtout l'hiver quand tout est fermé."

YVETTE, 68 ANS, RETRAITÉE À TRÉGASTEL

"Être veuve dans une station balnéaire, c'est la double peine : la solitude et l'impossibilité financière de sortir régulièrement. Ma pension ne me permet pas de payer 5€ le café-calva que j'aime tant. Mon médecin me dit de sortir, de voir du monde pour ma santé mentale, mais à quel prix? Les Happy Hours que j'ai découverts en visitant ma nièce à Angers sont une excellente solution pour les petites retraites comme la mienne. Pourquoi n'en avons-nous pas droit ici?"

MARCEL, 74 ANS, ANCIEN MARIN-PÊCHEUR À DOUARNENEZ

"J'ai passé ma vie en mer, et maintenant je ne peux même plus me permettre un verre sur le port que j'ai tant fréquenté. Les prix sont devenus fous, sans aucune considération pour les locaux. Mon fils vit à Lyon et me parle de ces Happy Hours où les retraités du quartier se retrouvent l'après-midi. Ici, beaucoup de mes amis restent enfermés chez eux par manque de moyens. On parle beaucoup de la solitude des personnes âgées, mais on ne fait rien pour rendre les lieux de socialisation accessibles."

SIMONE, 70 ANS, RETRAITÉE DE L'ÉDUCATION NATIONALE À PLÉNEUF-VAL-ANDRÉ

"Je vis seule depuis que mon mari est décédé. Ma pension d'enseignante me permet de vivre correctement, mais pas de sortir régulièrement aux tarifs actuels. L'absence d'Happy Hour ici est incompréhensible quand on sait que c'est monnaie courante dans les villes. C'est une forme de discrimination envers les zones littorales. Notre besoin de socialisation n'est pas moindre parce que nous vivons face à la mer. Au contraire, l'isolement y est parfois plus intense, surtout hors saison."

ROBERT, 76 ANS, RETRAITÉ À CAMARET

"Dans ma jeunesse, les cafés étaient nos lieux de vie, accessibles à tous. Aujourd'hui, ils sont devenus des espaces réservés aux touristes et aux plus aisés. Cette exclusion par l'argent est violente à notre âge. Mon frère vit à Strasbourg et m'a fait découvrir ces Happy Hours où il retrouve ses amis plusieurs fois par semaine. J'ai calculé : ce qu'il dépense en une semaine de sorties équivaut à ma sortie mensuelle au café ici. C'est une injustice territoriale flagrante."

V. FAMILLES : LE COÛT PROHIBITIF DES SORTIES

CAROLINE, 42 ANS, MÈRE DE TROIS ENFANTS À BINIC

"Sortir en famille est devenu un luxe rare. Un simple goûter en terrasse pour cinq personnes nous coûte facilement 40€. Dans la ville de mes parents, en banlieue parisienne, les familles profitent des Happy Hours où les enfants ont des formules spéciales. Ici, rien de tel. Résultat : on limite les sorties au minimum, on perd ces moments précieux de convivialité familiale en dehors de la maison."

STÉPHANE, 45 ANS, PÈRE DIVORCÉ À PLOUGASNOU

"J'ai la garde de mes enfants un weekend sur deux. Avec les prix pratiqués ici, chaque sortie au café est un coup dur pour mon budget. Quand j'habitais à Nantes, les Happy Hours nous permettaient d'avoir ces moments père-enfants sans me ruiner. Ici, je dois souvent leur dire non. C'est dur d'expliquer à des enfants que le problème n'est pas qu'on n'a pas envie de sortir, mais qu'on n'en a pas les moyens."

SOPHIE, 38 ANS, MÈRE CÉLIBATAIRE À SAINT-QUAY-PORTRIEUX

"Avec mon salaire d'aide-soignante et deux enfants à charge, les sorties sont rares et minutieusement budgétées. Les Happy Hours que j'ai connus à Caen permettaient aux familles comme la nôtre de s'offrir ces petits plaisirs régulièrement. Ici, c'est exclusif, élitiste. Mes enfants me demandent pourquoi on ne va jamais au café comme les 'autres familles'. Ces 'autres familles' sont souvent des touristes ou des résidents secondaires. La population locale est invisible, confinée chez elle par nécessité économique."

NICOLAS, 41 ANS, PÈRE DE DEUX ENFANTS À TRÉGUIER

"Ma femme et moi travaillons tous les deux, mais les sorties en famille restent un luxe occasionnel avec les tarifs pratiqués ici. Quand on va voir la famille à Rennes, on redécouvre le plaisir des sorties abordables grâce aux Happy Hours. Mes enfants me disent qu'ils préfèrent Rennes à notre ville, 'parce qu'on fait plus de choses dehors'. Ça fait réfléchir sur le type de vie sociale qu'on leur offre ici."

LAURE, 36 ANS, MÈRE DE JUMEAUX À PLOUESCAT

"Mes enfants commencent à être adolescents, ils ont besoin de socialiser hors de la maison. Mais avec les prix pratiqués ici, chaque sortie impacte lourdement notre budget. Une amie qui vit à Lille me raconte comment les Happy Hours permettent aux familles comme la nôtre de sortir régulièrement."

Cette inégalité territoriale a un impact concret sur notre qualité de vie et sur le développement social de nos enfants."

VI. NOUVEAUX ARRIVANTS : L'INTÉGRATION ENTRAVÉE

ANTOINE, 34 ANS, TÉLÉTRAVAILLEUR INSTALLÉ À SAINT-CAST-LE-GUILDON

"J'ai quitté Paris pour m'installer ici en télétravail, attiré par la qualité de vie. Mais l'intégration sociale est un vrai défi. À Paris, les Happy Hours étaient ces moments où l'on pouvait facilement rencontrer du monde sans se ruiner. Ici, les sorties sont rares et chères. Résultat : après un an, je connais à peine mes voisins. Sans lieux de socialisation accessibles, l'intégration est un parcours du combattant."

CLAIRE, 38 ANS, NOUVELLE RÉSIDENTE À TRÉBEURDEN

"Nous avons déménagé ici il y a six mois, et la construction d'un réseau social local est extrêmement difficile. Dans notre ancienne ville, Grenoble, les Happy Hours étaient ces moments informels où l'on pouvait facilement engager la conversation, se faire des amis. Ici, chacun reste chez soi. L'absence d'espaces de socialisation abordables crée une vraie fracture entre anciens et nouveaux habitants."

KARIM, 29 ANS, INFIRMIER ARRIVÉ À FOUESNANT

"En tant que professionnel de santé, j'ai été recruté ici pour répondre à une pénurie. Mais l'intégration sociale est un cauchemar. Je gagne correctement ma vie, mais les prix pratiqués dans les bars et restaurants sont dissuasifs pour des sorties régulières. À Toulouse, où j'étais avant, les Happy Hours permettaient aux nouveaux arrivants comme moi de s'intégrer facilement. Ici, je me sens isolé, et je comprends pourquoi tant de soignants repartent après quelques mois."

MARION, 32 ANS, ENSEIGNANTE MUTÉE À PLOUMANAC'H

"Arriver seule dans une nouvelle ville est déjà difficile, mais sans lieux de socialisation accessibles, c'est presque impossible de se créer un cercle social. Je sors très peu à cause des prix, et quand je le fais, c'est toujours avec le stress du budget. Dans mon ancien poste à Nancy, les Happy Hours étaient ces moments où l'on pouvait rencontrer des collègues, des voisins, sans pression financière. Cette absence creuse l'isolement des nouveaux arrivants comme moi."

THOMAS, 41 ANS, CADRE EN RECONVERSION À CARANTEC

"J'ai quitté mon job stressant à Paris pour une vie plus équilibrée ici. Mais l'équilibre inclut aussi une vie sociale épanouissante, et c'est là que le bât blesse. Les prix pratiqués sont prohibitifs pour des sorties régulières. À Paris, malgré le coût de la vie, les Happy Hours permettaient cette socialisation quotidienne accessible à tous. Ici, je me sens parfois plus isolé qu'au cœur de la capitale, paradoxalement."

VII. PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ : IMPACTS SUR LE BIEN-ÊTRE MENTAL

DR. LEMOINE, 48 ANS, MÉDECIN GÉNÉRALISTE À SAINT-MALO

"Je constate dans ma pratique une augmentation significative des troubles anxieux et dépressifs chez les résidents permanents des zones côtières. L'isolement social en est souvent la cause, et cet isolement est en partie lié à l'impossibilité financière de fréquenter régulièrement les lieux de convivialité. Dans les villes où l'Happy Hour est répandu, mes confrères observent que ces moments de socialisation accessibles jouent un rôle préventif important contre l'isolement."

NATHALIE, 39 ANS, PSYCHOLOGUE À CONCARNEAU

"Beaucoup de mes patients évoquent la difficulté à maintenir une vie sociale en raison des coûts prohibitifs des sorties. Cette exclusion économique des lieux de convivialité a un impact réel sur leur santé mentale. Le contraste est frappant avec mes patients qui viennent des grandes villes, où les Happy Hours permettent cette socialisation régulière indispensable au bien-être psychique. Cette inégalité territoriale est une forme de discrimination sanitaire méconnue."

MARC, 52 ANS, MÉDECIN DU TRAVAIL À VANNES

"Je suis particulièrement préoccupé par la situation des travailleurs saisonniers. Leur santé mentale est fortement impactée par l'impossibilité de décompresser après des journées intenses. L'absence d'Happy Hours accessibles renforce leur isolement et leur précarité psychologique. Dans les zones urbaines, ces espaces-temps de décompression à prix modérés jouent un rôle crucial dans la prévention de l'épuisement professionnel."

SOPHIE, 44 ANS, INFIRMIÈRE LIBÉRALE À PERROS-GUIREC

"Je visite beaucoup de personnes âgées isolées. Leur isolement est souvent lié à l'impossibilité financière de fréquenter les cafés du coin, devenus trop chers. Pour eux, l'absence d'Happy Hours accessibles renforce la solitude, particulièrement en basse saison. Ces moments de convivialité à prix modérés que j'ai connus dans d'autres régions pourraient faire une réelle différence dans leur qualité de vie et leur santé globale."

DR. KERGOAT, 56 ANS, PSYCHIATRE À LORIENT

"La différence est frappante entre mes patients de Lorient, qui bénéficient d'Happy Hours en centre-ville, et ceux des stations balnéaires environnantes, qui en sont privés. Les premiers évoquent ces moments comme essentiels à leur équilibre mental, tandis que les seconds souffrent d'un isolement aggravé par l'exclusion économique des lieux de socialisation. Cette inégalité territoriale a des conséquences mesurables sur la santé mentale des populations littorales."

VIII. COMMERÇANTS ET ENTREPRENEURS : UN POTENTIEL INEXPLOITÉ

YANNICK, 54 ANS, PATRON DE BAR À PLÉNEUF

"Je n'ai jamais osé instaurer un Happy Hour, craignant de perdre en rentabilité. Mais après avoir discuté avec des collègues de Rennes qui le pratiquent, je réalise que je passe peut-être à côté d'une opportunité. Ils me parlent d'une clientèle fidèle, de terrasses pleines même en semaine. Ici, en dehors des weekends et de l'été, c'est souvent vide. Je commence à croire que cette pratique pourrait dynamiser mon établissement, surtout en basse saison."

MARIE, 47 ANS, GÉRANTE DE RESTAURANT À ERQUY

"Les Happy Hours sont inexistantes ici, et je commence à penser que c'est une erreur collective. Nos établissements sont pleins en été grâce aux touristes, mais le reste de l'année, nous luttons pour survivre. Un confrère restaurateur à Brest m'a expliqué comment son Happy Hour a créé une clientèle d'habités qui vient toute l'année. Ce modèle économique pourrait être notre salut pour désaisonnaliser notre activité."

LAURENT, 39 ANS, CRÉATEUR D'ENTREPRISE À SAINT-QUAY

"En tant que jeune entrepreneur, je ressens cruellement le manque d'espaces de networking informels et accessibles. Dans mon ancienne ville, Lyon, les Happy Hours étaient ces moments où l'on pouvait facilement rencontrer d'autres professionnels, échanger des idées, créer des partenariats. Ici, rien de tel. Cette absence freine le dynamisme entrepreneurial local et renforce l'isolement des indépendants comme moi."

PATRICIA, 51 ANS, COMMERÇANTE À CARNAC

"Mon magasin est ouvert toute l'année, mais la vie sociale de la ville s'éteint complètement hors saison. L'absence d'Happy Hours ou d'initiatives similaires pour attirer les locaux est un manque à gagner économique pour tous les commerces. À Vannes, où ma sœur tient une boutique, les Happy Hours des bars environnants maintiennent une fréquentation du centre-ville toute l'année, bénéfique pour tous les commerces."

MICHEL, 58 ANS, HÔTELIER À DINARD

"Notre hôtel fonctionne bien en saison, mais nous cherchons désespérément à attirer une clientèle hors saison. Les Happy Hours, que j'ai découverts lors d'un voyage professionnel à Dublin, pourraient être ce facteur d'attractivité qui nous manque. Ils dynamiseraient la vie locale et donneraient une raison supplémentaire aux visiteurs de venir hors période estivale. C'est un cercle vertueux dont toute l'économie locale pourrait bénéficier."

IX. ÉLUS LOCAUX : PRISE DE CONSCIENCE PROGRESSIVE

ANNE-MARIE, 62 ANS, CONSEILLÈRE MUNICIPALE À SAINT-CAST

"En tant qu'élue, je réalise que nous avons négligé l'accessibilité financière des lieux de convivialité pour nos habitants permanents. Nos politiques se sont trop concentrées sur l'attractivité touristique, au détriment de la qualité de vie des locaux. L'absence d'Happy Hours, si courants dans les grandes villes, est symptomatique de cette négligence. Nous commençons à réfléchir à des incitations pour les établissements qui adopteraient ces pratiques bénéfiques au lien social."

PHILIPPE, 54 ANS, MAIRE ADJOINT À MORGAT

"Notre commune souffre d'un exode des jeunes qui partent vers les villes, et l'absence de vie sociale abordable y contribue fortement. Lors d'une réunion avec des élus de Brest, j'ai découvert comment les Happy Hours dynamisent leurs quartiers toute l'année. Nous envisageons désormais d'intégrer

cette dimension dans notre politique de revitalisation du centre-bourg et de lutte contre la désertification hors saison."

CATHERINE, 49 ANS, ÉLUE COMMUNAUTAIRE À PERROS-GUIREC

"La fracture entre résidents permanents et secondaires se creuse, et l'inaccessibilité financière des lieux de convivialité pour les locaux en est une cause majeure. Notre intercommunalité commence à prendre conscience de cette problématique. Nous étudions la possibilité d'une 'charte de l'Happy Hour équitable' qui serait valorisée dans notre communication touristique comme un signe d'engagement envers le bien-être des habitants."

JACQUES, 61 ANS, MAIRE DE LANCIEUX

"Notre commune a longtemps misé uniquement sur l'attractivité touristique, sans prendre en compte les besoins de la population locale. L'absence d'espaces de convivialité économiquement accessibles, comme les Happy Hours qu'on trouve partout ailleurs, contribue à l'isolement social et au mal-être que nous constatons. Notre prochain plan d'urbanisme inclura des incitations pour les établissements qui s'engagent à proposer des créneaux tarifaires adaptés aux revenus locaux."

MARTINE, 57 ANS, CONSEILLÈRE DÉPARTEMENTALE, CÔTES D'ARMOR

"À l'échelle départementale, nous constatons une inégalité territoriale flagrante : les zones urbaines bénéficient d'Happy Hours généralisés, pas les zones littorales. Cette disparité contribue aux difficultés d'attractivité pour les jeunes actifs et les professionnels dont nous avons besoin. Nous réfléchissons à des mesures incitatives, comme des allègements de charges départementales pour les établissements qui s'engageraient dans cette démarche d'équité tarifaire."

ÉPILOGUE

Ces témoignages ne sont qu'un échantillon des voix qui s'élèvent sur tout le litt